

paraît ainsi à l'empire la plus efficace de toutes les consécérations et le plus puissant de tous les auxiliaires. Par un rare privilège, la difficulté pour le jeune souverain devait être de modérer l'entraînement sympathique des intérêts matériels, que d'autres se donnent en vain tant de peine à provoquer. Sa tâche se bornait à établir une prudente distinction entre les projets réalisables et les conceptions utopiques ou véreuses qui allaient se disputer sa sanction dès le lendemain de son avènement.

L'administration provisoire qui fonctionnait depuis un an, sous les auspices de l'intervention et de la régence, avait par ailleurs donné les résultats les plus encourageants. Deux faits également inespérés demeuraient constatés : d'une part, la facilité de recouvrer des contributions équitablement réparties ; de l'autre, la possibilité de former un personnel de fonctionnaires consciencieux, du moment où il pourrait compter sur le paiement régulier de ses appointements, sur une position assise et sur un avenir à l'abri des contre-coups révolutionnaires. Dans les prévarications et les tours de main si fort reprochés aux fonctionnaires de l'Amérique espagnole, l'incertitude perpétuelle du lendemain entre en effet pour une large part, et cela se comprend. Même ailleurs que dans ces pays trop sévèrement jugés, la probité et le sentiment du devoir ont besoin d'être soutenus par l'espoir d'une récompense ou

la crainte d'un châtement, pour ne pas succomber aux tentations qui les sollicitent dans la vie publique, plus encore que dans la vie privée. Or, l'encouragement et le frein font à la fois défaut dans l'existence d'imprévu qu'enfantent les révolutions. Le commencement de stabilité qu'avait donné au Mexique l'attente seule de l'empire avait suffi pour inspirer le désir de bien faire, à ce point qu'après avoir paré à toutes les obligations courantes du trésor, la régence put offrir à Maximilien une épargne de quinze cent mille francs, comme cadeau de bienvenue. La France, sans doute, avait pris à sa charge, pendant cette période intérimaire, bien des dépenses qui devaient par la suite incomber au gouvernement impérial. Ce n'en était pas moins un phénomène sans précédent et un prélude de bon augure.

Il y avait quelque chose de plus considérable encore en faveur du prince qui arrivait d'Europe : il trouvait la question religieuse virtuellement résolue. Les lois de désamortissement, édictées et appliquées par Juarez, avaient accompli en fait la grande transformation qui est le nœud gordien de la lutte entre l'Église et l'État, partout où elle s'engage. Le clergé, dépossédé depuis plusieurs années déjà de sa colossale fortune, dépouillé de sa prépondérance, contraint de plier devant l'autorité civile, pouvait bien parler de revendications et affecter de mettre son alliance au prix de la restauration de ses anciennes prérogatives ; dans

le secret de sa conscience, il ne se dissimulait pas que ses biens étaient perdus et son règne passé sans retour. Quelles que fussent ses exigences apparentes dans le premier moment, son ambition réelle se bornait à espérer un règlement plus favorable et moins précaire de sa situation, la cessation des tracasseries auxquelles il avait été en butte et certaines satisfactions légitimes au point de vue de son prestige et de sa liberté dans l'exercice de ses fonctions. De leur côté, les libéraux et les acquéreurs de biens sécularisés ne demandaient qu'à voir mettre hors de conteste le principe des faits accomplis, prêts à apporter leur part de concessions dans la transaction qui assurerait ce résultat. Pour clore cette querelle, dont le fond était désormais tranché par la force des choses, il ne manquait plus qu'un arbitre désintéressé du passé, dont les deux partis pussent accepter les décisions sans y chercher une arrière-pensée hostile et devant lequel aucune susceptibilité de dignité ou d'amour-propre ne les empêchât de s'incliner. Maximilien réunissait cette triple condition. Aussi, la pensée d'un concordat conclu par son entremise se présentait-elle à tous les esprits, comme le dénouement indiqué et devenu facile qui devait réconcilier les vainqueurs et les vaincus de la bataille engagée depuis cinquante ans.

Je dois relever enfin un dernier symptôme des dispositions populaires, qui eut sa signification et son importance. On sait quelle longue indécision

avait plané sur l'acceptation formelle du trône par l'archiduc. L'incertitude de sa venue, qui ne cessa pour les Mexicains que dans les premiers jours du mois de mai 1864, avait fini par accréditer la supposition d'une comédie jouée par la France, pour se ménager le prétexte d'une occupation indéterminée et substituer, en dernière analyse, un protectorat permanent à l'intervention temporaire. Après avoir feint d'épuiser tous les moyens pour créer le régime impérial voté par les notables, le cabinet des Tuileries aurait allégué l'insuccès de ses efforts et installé un simulacre de gouvernement quelconque, derrière lequel l'armée et l'administration françaises auraient gouverné en réalité. Cette hypothèse ne soutenait pas l'examen; tout démontrait, au contraire, que le grand souci, à Paris, était d'abrèger autant que possible la durée de l'intervention, de limiter son rôle et d'alléger sa responsabilité. Le sentiment public, aussi facile à alarmer au Mexique qu'ailleurs malgré l'apparente indifférence des populations, n'avait pas moins pris ombrage d'une éventualité qui menaçait d'aboutir à la confiscation de l'autonomie nationale. La crainte de devenir les instruments d'une domination étrangère retardait bien des adhésions, attiédissait même quelques-uns des concours acquis dès la première heure. A mesure que le temps passait, apportant des nouvelles contradictoires et toujours obscures de Miramar, un vague malaise, une réserve inquiète se glissaient

jusque dans le camp même de l'empire ; le soupçon d'un piège, entretenu et propagé par le parti juariste, faisait son chemin parmi les masses <sup>1</sup>.

Cette défiance commençait à devenir un nouveau point noir dans la situation lorsque, le 30 avril 1864, le transport la *Drôme* jeta l'ancre devant Vera-Cruz. Expédié à la Havane pour faire du charbon, il y avait recueilli quelques journaux français venus par voie de New-York, qui contenaient, avec l'acceptation solennelle de Maximilien, sa première proclamation au peuple Mexicain et l'assurance officielle de son embarquement prochain. En raison de la façon accidentelle dont elle arrivait, la nouvelle fut lente à se répandre et rencontra d'abord une incrédulité qui attestait,

1. L'idée que j'indique ici s'était également accréditée aux Etats-Unis. Le général Banks, appelé au commandement des troupes fédérales dans le Texas et sur les frontières du Rio-Grande, laissa percer cette préoccupation dans un entretien que j'eus avec lui avant son départ de New-York. Après m'avoir demandé divers détails sur le général Bazaine et sur les divers personnages qui représentaient alors la France au Mexique : « Enfin, me dit-il, croyez-vous que l'empereur Napoléon vise à s'emparer du pays ? » Je lui répondis que ce n'était ni supposable ni possible. « Alors, reprit-il avec un allègement visible, tout ira bien. »

Quand il parlait ainsi, le général Banks arrivait de Washington, où il était allé prendre ses dernières instructions ; il sortait pour ainsi dire du cabinet de M. Seward et de celui du président Lincoln. Son langage pouvait donc être considéré comme traduisant, non pas seulement sa pensée personnelle, mais celle des deux hommes qui dirigeaient la politique américaine.

mieux que tout le reste, à quel point beaucoup de gens avaient cessé de l'attendre. Mais l'effet n'en fut que plus marqué et plus facile à noter, à mesure qu'elle alla s'affirmant. L'appréhension qu'on avait eue d'un autre dénoûment contribuait à doubler la satisfaction de ceux qui appelaient l'empire; elle atténuait en même temps les préventions et les résistances de la partie de la nation qui ne s'était pas encore livrée. Après avoir entrevu la perspective d'une domination étrangère, on se tournait plus spontanément vers le prince qui déclarait ne vouloir être, au Mexique, qu'un Mexicain de plus. Le nouvel empereur bénéficiait ainsi des perplexités qu'avaient éveillées les retards successifs apportés à sa détermination ; il s'était fait désirer.

Son langage promettait d'ailleurs un souverain éclairé, un gouvernement libéral, une politique affranchie de toute pression extérieure. Son avènement, dans ces conditions, apparaissait presque comme une garantie pour l'indépendance nationale, et ce sentiment inattendu, né des circonstances, venait élargir le cercle des sympathies en affaiblissant les répulsions.

Je retrouve, au surplus, dans une correspondance publiée par le *Courrier des Etats-Unis* du 18 juin 1864, l'aspect de la situation résumé en quelques lignes qui serviront de complément et d'attestation de sincérité au tableau que je viens de tracer.

Mexico, le 28 mai 1864.

« Depuis que l'acceptation et la venue du nouvel empereur sont un fait officiel, l'horizon s'est rasséréné comme par enchantement, et il est aisé de voir, sans optimisme préconçu, que les plus sérieuses espérances s'attachent au régime que vient inaugurer Maximilien I<sup>er</sup>.

« L'œuvre qu'il a devant lui est difficile assurément : mais elle le sera, je suis sûr, beaucoup moins qu'on ne l'imagine, grâce au concours qu'il trouvera dans l'instinct national. L'anxiété même que causait l'incertitude où l'on était sur ses résolutions définitives montre à quel point s'est par avance concentrée sur lui la confiance du peuple mexicain. Pour peu que ses premières paroles et ses premiers actes soient marqués au coin de la sagesse et du tact dont il a la réputation, j'ai la conviction intime que, d'ici à trois mois, le Mexique aura subi une transformation morale presque magique, derrière laquelle viendra rapidement la transformation matérielle. »

Précisément à l'heure où cette lettre partait de Mexico, la frégate autrichienne *Novara* faisait son apparition en rade de Vera-Cruz, amenant le nouvel empereur et inaugurant en quelque sorte le règne auquel s'attachaient tant d'espérances. Quinze jours d'ovations attendaient le jeune sou-

verain, comme confirmation des heureux présages qui entouraient son avènement. Débarqué le 28 mai, ce fut seulement le 12 juin qu'il fit son entrée solennelle à Mexico. Chacune des étapes de ce voyage littéralement triomphal fut marquée par des manifestations où l'enthousiasme et l'élan spontané des populations eurent une part pour le moins aussi large que l'organisation officielle. Dans les villes et les villages, les maisons disparaissaient sous les tentures et les fleurs ; les roses effeuillées, les poésies imprimées en lettres d'or sur des bandes de satin pleuvaient des balcons ; des acclamations également vives éclataient parmi le peuple qui encomrait les rues et parmi l'élite de la société, qui se disputait la faveur d'assister aux représentations ou aux bals d'apparat. La jeunesse, la grâce, l'air de noblesse vraiment suprême de Maximilien et de l'impératrice Charlotte ajoutaient encore, par la séduction personnelle, au sentiment qui faisait saluer en eux une ère nouvelle pour le pays. La capitale ne demeura pas en reste. Lorsqu'on sut, le 11 juin au matin, que le couple impérial arriverait dans la journée au sanctuaire de Guadalupe<sup>1</sup> et s'y arrêterait vingt-quatre heures, les routes se trouvèrent littéralement trop étroites pour la masse de voitures, de cavaliers, de piétons qui se portèrent à sa rencontre. Il n'y a pas d'exagération à dire que la

1. Guadalupe est à une lieue de Mexico.